

BOUSSOLE

THÉORIE DU DÉVELOPPEMENT

CHRONIQUE

Diamants, conflits et pauvreté

Article paru dans l'édition du 27.02.07

LE FILM d'Edward Zwick, *Diamants de sang*, illustre à partir de l'exemple de la Sierra Leone le cercle vicieux qui enfonce tant de pays dans la pauvreté : détention d'une ressource convoitée dans les pays riches, compétition entre « seigneurs de guerre » pour contrôler sa prédation et acheter des armes, populations soumises par la terreur, guerre civile perpétuelle.

Un malheur n'arrive jamais seul : plus que les pays riches, les pays pauvres sont affligés d'autres maux, épidémies, guerres civiles. Selon une base de données élaborée par le Centre for the Study of Civil War à l'Institut international de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO) et par l'université d'Uppsala (Suède), citée par la Conférence des Nations unies pour l'économie et le développement (Cnuced), sur la centaine de pays affectés par un conflit armé (en majorité des guerres civiles) durant les trois dernières décennies du XXe siècle, 87 étaient des pays en développement et 36 des pays à bas revenus, plutôt situés en Asie jusqu'au milieu des années 1990, et depuis surtout en Afrique.

Impulsées par la Banque mondiale, une série d'études a expliqué la prolongation de ces conflits par des incitations économiques. Si leur déclenchement découle de causes variées - griefs ou avidité et opportunités de prédation -, leur continuation dépend d'arbitrages « rationnels ». Les protagonistes peuvent avoir intérêt à prolonger un conflit tant que les coûts du pillage sont minimales (sanctions improbables) et que les gains sont supérieurs à ceux tirés d'autres activités, par exemple le travail agricole (en raison de la volatilité des prix), et préférables au chômage.

Les ressources naturelles semblent jouer un rôle particulièrement néfaste dans l'émergence des rébellions et des sécessions - et dans le développement en général. Bien qu'elles ne soient pas les seules coupables (le bois ou le cacao ont contribué à des guerres civiles), les ressources minières, les économies d'extraction paraissent constituer une véritable « malédiction », comme le rappellent les conflits au Nigeria, en Afrique centrale ou dans le passé en Angola (où la guerre civile s'est nourrie à la fois du pétrole et des diamants). Selon le politologue Michael Ross, de l'université de Californie à Los Angeles, la probabilité de guerre civile dans les pays produisant du pétrole, du gaz et des diamants a fortement augmenté entre le début des années 1970 et la fin des années 1990, de même que le nombre de groupes rebelles levant des fonds via la contrebande.

Le rôle des ressources naturelles dans les conflits semble impliquer un autre facteur, celui de la fragmentation sociale, le mouvement insurgé correspondant souvent à un groupe « ethnique ». Les dictatures, par exemple, ne fournissent pas de biens publics à tous leurs citoyens à l'instar des démocraties, mais redistribuent les ressources aux ethnies « clientes », favorisant le ressentiment de celles qui s'estiment exclues. Les études liant ethnicité et conflit sont néanmoins restées peu concluantes, tant il est difficile de mesurer les frontières d'une « ethnie »...

Cependant, l'établissement d'un lien direct entre présence de ressources naturelles et conflits armés n'est pas démontrable, comme le rappellent les pays scandinaves où l'exploitation de ressources naturelles (bois par exemple) a constitué le socle de la croissance. La corrélation entre économies extractives et conflits est également hasardeuse, comme le montre le Botswana, dont la croissance est de 7 % par an sur les deux dernières décennies, bien que l'essentiel de sa richesse (35 % de son produit intérieur brut PIB) provienne de l'exportation de diamants.

D'autres facteurs interviennent : ce sont les institutions politiques et économiques, comme l'ont souligné les économistes Halvor Mehlum, Karl Ove Moene (université d'Oslo) et Ragnar Torvik (université de Trondheim). Selon leur degré de consolidation et de démocratie, les Etats mettent en place différents types d'institutions organisant la taxation et la redistribution des ressources, qui peuvent accentuer les inégalités ou au contraire les diminuer et améliorer le bien-être des individus.

Dans des contextes d'absence d'Etat de droit, de corruption et de capture des institutions par des intérêts privés, les « équilibres » institutionnels sont fragiles. Des événements mineurs - la cupidité d'un « entrepreneur politique », la découverte d'un gisement - peuvent faire basculer un pays vers la trappe à pauvreté d'une guerre civile qui se perpétue tant que subsistent la ressource et les circuits d'achat internationaux.

L'argument final revient aux politologues James Fearon et David Laitin (université Stanford en Californie), qui ont calculé que sur la période 1945-1999 un revenu par tête inférieur à 1 000 dollars (de 1985) correspond à une probabilité de conflit supérieure de 36 % : la variable explicative la plus robuste des guerres civiles est donc... la pauvreté.

ALICE SINDZINGRE

Pour visualiser le Desk il faut avoir un navigateur qui affiche des frames. [Le document dans cet frame se trouve ici](#). Pour visualiser le Desk il faut avoir un navigateur qui affiche des frames. [Le document dans cet frame se trouve ici](#).